

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
10 au 16 février 2000



10 FF  
1,52 €

## Remontée des luttes revendicatives Pour une généralisation des conflits !

**L**ES LUTTES REVENDICATIVES SE multiplient et cela ne peut que se remarquer vu la somnolence qui a caractérisé ce début d'année. C'est ainsi que des conflits locaux se développent aux PTT à propos de la réduction du temps de travail et de la réorganisation des services qui tendent à toujours augmenter la charge de travail.

L'agitation est aussi très forte dans le secteur hospitalier, tant public que privé, y compris dans les branches périphériques comme les ambulanciers. Là aussi l'application des 35 heures se fait dans des conditions catastrophiques alors que depuis longtemps déjà le manque de personnel est flagrant. Il faut ajouter à cela la restructuration hospitalière en cours qui voit se réduire le nombre de lits et les services les plus "rentables" être bradé au secteur privé. Le mécontentement est vraiment profond, d'autant plus que les budgets alloués d'office par le ministre Aubry, faute d'accord dans les conseils d'administrations, ne donnent pas de marge de manœuvre pour répondre aux besoins exprimés par les salariés.

### Après les PTT, les hôpitaux, les finances, les transports en commun,...

Lignoble opération médiatique sur la violence dans les écoles, développée à l'initiative d'Allègre, ministre de l'éducation nationale, ne peut cacher le fait que dans l'enseignement aussi le mécontentement est profond et peut de moins en moins être dissimulé. Personne ne nie la réalité de cette violence sociale exprimée par une jeunesse désespérée et consciente de n'avoir d'autre avenir que la précarité et la pauvreté à laquelle il faut ajouter le mépris raciste pour les populations issues de l'immigration. Mais même dans les quartiers les plus durement touchés de Vénissieux, par exemple, chacun sait que les contrôles policiers et la morale républicaine seront impuissants à enclencher un début de solution. Les enseignants réclament eux aussi des moyens humains et matériel pour avoir moins d'élèves par classe, des prix de cantine adaptés aux ressources des familles, etc. Ils ont conscience qu'il n'y

a pas de réelle volonté politique pour permettre à chaque enfant de trouver son plein épanouissement parce que le problème n'est pas vraiment scolaire mais social et politique. Il faudra encore du temps ou plus de désespoir pour rompre la dépendance du monde enseignant vis à vis de la gauche plurielle, res-

salaires et aux horaires impossibles ne demande qu'à s'exprimer avec radicalité pour peu que les chauffeurs ne se sentent pas floués par des représentants pas très clairs.

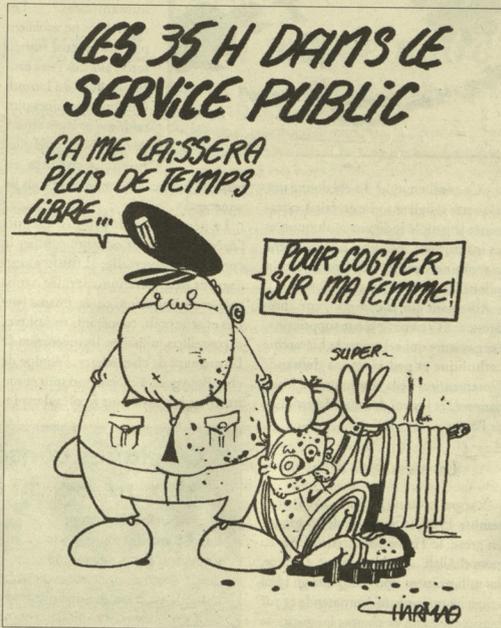
Les conflits sont latents aussi dans certains secteurs de la SNCF, à la RATP et dans les transports en commun des

### Dérive corporatiste du syndicalisme

page 5

### Menace fasciste en Autriche

page 6



ponsable de la soumission de l'éducation aux lois du marché et à son idéologie de compétition effrénée entre les individus pour accéder aux richesses produites collectivement.

### L'agitation touche aussi le secteur privé

L'actualité nous a rappelé que dans les transports routiers aussi ça s'agit beaucoup pour définir le temps de travail réel d'un chauffeur qui dort dans son camion à cinq cents km de chez lui. Les patrons ont fait le forcing et obtenus, en moins de 24 heures pas mal de concessions de Gaysot, ministre des transports. Les syndicats ouvriers viennent de donner un petit peu de la réplique mais n'ont guère eu droit qu'à une réunion de travail et un vague observatoire d'application des accords. Les salariés restent sur leur faim et craignent des arrangements de salon. La grogne dû aux bas

grandes villes. Les agents des impôts et des finances, de l'ANPE, des caisses de sécu... sont aussi confrontés à l'application des 35 heures et à des restructurations qui rendent leur travail encore plus pénible.

La situation n'est pas meilleure dans ce qu'on appelle injustement le secteur privé (fabriquer un boulon ou une maison est d'utilité sociale ou publique, comme on voudra). Le mécontentement est évident dans la métallurgie, la distribution et le commerce, les chantiers du métro à Rennes comme du tramway à Lyon où les rythmes de travail sont infernaux pour que tout soit en fonction avant les municipales. Il y a là un potentiel de révolte et de revendications qui buttent sur l'absence presque totale de structures de luttes efficaces. Il n'empêche que la tension monte d'autant plus que chacun sait que ce n'est pas l'argent qui manque aux patrons et qu'on nous ●●● page 8

## EDITORIAL

D'honnêtes démocrates voient dans l'arrivée au gouvernement de l'extrême droite autrichienne un formidable bon avant pour l'Europe politique et de s'empresser de saluer les sanctions symboliques qu'ont pris les 14 autres pays membres de l'Union européenne.

L'objectif principal reste que cette dernière puisse continuer de fonctionner plus ou moins normalement. Tel est le sens de la déclaration de principe du gouvernement de Vienne sur le respect des valeurs démocratiques. Ça ne coûte pas cher et le fascisme peut continuer d'avancer tranquillement ses pions, étape par étape en Autriche comme partout ailleurs en Europe.

Les centres de rétentions français accueillent toujours sans relâche les sans-papiers et les maires poursuivent la chasse aux Tsiganes qui viennent s'installer sur leurs fiefs. Le fascisme ne s'identifie pas à un parti mais bien à un ensemble d'attitudes et de pratiques qui attentent à la liberté comme le font explicitement les conventions de Dublin et le traité d'Amsterdam mettant en œuvre une politique commune contre l'immigration.

Lorsque les gens qui ont voté pour la gauche s'aperçoivent que la construction européenne ne bénéficie qu'aux riches, que le chômage et la précarité ne cessent de s'étendre, la désillusion peut être grande. Dans le contexte actuel, les solutions juridiques et légales prônées par les forces de gauche antifascistes sont vouées d'ores et déjà à l'échec puisqu'elles feignent d'oublier que le fascisme et le racisme ne sont que les résultats de la domination capitaliste.

Certes, les nombreux journalistes, écrivains, artistes ou intellectuels qui ont pris part à la protestation contre le retour de la peste brune apportent une contribution à la lutte antifasciste en soulignant notamment la responsabilité de l'État autrichien dans la faiblesse de la « dénazification ».

On ne voit pas comment leur acharnement à vouloir sauvegarder à tout prix les fondations du système pourrait obtenir l'accord de populations éceurées qui ont logiquement appris à être méfiantes vis-à-vis de tous les discours politiques.

Une véritable opposition est indissociable d'une revendication de liberté et d'émancipation sociale.

Combattre le fascisme, c'est lutter contre toutes les formes d'autorités et d'exploitation afin d'éradiquer pour toujours ses causes économiques et politiques profondes: le capitalisme et l'État. Entre l'activisme forcené et un large front antifasciste, dont le compromis porte en germe des risques de dissensions encore plus violents, nous préconisons l'autonomie des différentes forces antifascistes agissant selon leurs principes.

À chacun de prendre ses responsabilités et d'être conséquent.

ISSN 0026-9433 - N° 1192

M 2137 - 1192 - 10.00 F



POP 2520

# L'archipel indonésien sous la menace d'une guerre sainte

**C**ONVOQUÉS PAR LE FRONT d'action uni des étudiants musulmans d'Indonésie, les manifestants à Djakarta et à Java, ont défilé scandant « Dieu est le plus grand », « Guerre sainte » ainsi que « Brûlez les églises ». Plus de 85 % des 210 millions d'habitants de l'Indonésie se réclament de l'islam.

L'un des placards arborés par les étudiants dans les rues de Djakarta portait l'inscription : « Génocide de musulmans à Ambon peut aussi signifier génocide de chrétiens à Djakarta ». Les facteurs religieux et ethniques, à côté de revendications économiques et politiques, semblent jouer un rôle de plus en plus important dans les explosions de violence secouant régulièrement cet immense pays disparate qui regroupe quatre archipels et des milliers d'îles étirés dans un arc de cercle de près de 5 000 kilomètres.

L'islam, apporté de Java au XV<sup>e</sup> siècle, et le christianisme, prêché par saint François-Xavier en 1546, y coexistent de plus en plus mal.

## « Exterminer le peuple moluquois »

Les affrontements opposant chrétiens et musulmans qui secouent depuis un an l'archipel des Moluques, ont fait au moins 1 134 morts.

Plus de 700 personnes, selon les décomptes officiels, ont été tuées au

cours des deux dernières semaines et les affrontements continuaient mercredi malgré le déploiement de quelque 8 000 soldats envoyés en renfort.

Le colonel Prijantono a confirmé que depuis le 26 décembre, 502 personnes avaient été tuées dans l'île d'Halmagera. Il a démenti que les membres de la communauté musulmane vivant sur cette île avaient été massacrés.

## « Exterminer le peuple moluquois »

Les violences à Halmagera ont fait suite aux affrontements qui, commen-

cés au lendemain de Noël avec l'incendie de l'église de Silo, le principal lieu de culte de la communauté protestante de Ambon, ont fait 63 morts dans la capitale provinciale et 165 dans l'île voisine de Buru, essentiellement dans la communauté chrétienne.

Les autorités indonésiennes semblent à court d'idées pour régler le conflit qui a éclaté dans cet archipel où la population indigène d'origine mélanésienne et largement christianisée, se sent menacée par l'implantation massive, organisée et financée par le gouvernement de Djakarta, de colons musulmans venus d'autres îles indonésiennes.

été programmé. Demain, elles démarrent de bonne heure les pelles mécaniques de chez Mac Cormik.

Les soldats, à Java, ont tiré sur les étudiants parce que ces « privilégiés » contestaient les excès de la dictature et l'ordre militaire. Il faut savoir qu'en banlieue de Djakarta logent dans les mêmes immeubles, les familles des soldats et celles des étudiants.

En temps ordinaires, elles se fréquentent et s'apprécient, elles se retrouvent le vendredi pour la prière. Puis il y eut l'appel à la paix lancé par la communauté internationale. Nos troupions basés à Nouméa sont partis dare-dare

normes. Le temps des razzias ne s'est jamais arrêté.

La question du Timor « résolue », voilà qu'ils repartent sur autre chose. Les jeux de Sydney ! Il faut médiatiser tout le temps, occuper les ondes pour que d'autres ne les occupent pas, faire du bruit, occuper le terrain et empêcher toute chose de se dire : comme la pauvreté, la maladie, les eaux insalubres et les égouts saturés, le chômage, les suicides des aborigènes, premiers occupants de l'Australie, par centaine dans les prisons australiennes, surpopulation, le parcage dans les squats à Nouméa des kanaks des tribus, malnutrition, illettrisme : tous ces problèmes représentent la réalité non divulguée dans les îles du Pacifique et ce sont les vraies causes des massacres interethnique, inter-religieux. Ces événements sont à deux heures d'avion de l'Europe et à quelques mois des jeux olympiques.

## Envahir ! Expulser ! Construire !

Et détruire ! C'est le credo des croyants et des promoteurs. Peuples de partout ! La guerre des Églises, c'est un paravent. Ils veulent vos terrains pour bâtir des immeubles « grand standing » avec piscines et plages privées... ils vous laisseront la gérance de l'entretien et de la surveillance. Nous serons les flics des quartiers périphériques et les surveillants des banlieues à risques. Les constructeurs pensent à nous, ce qui veut dire que nous serons tous les gestionnaires de leurs œuvres et nous deviendront leurs complices.

Comment se débarrasser du capital et des capitalistes, de la croyance et des stock-options ? Voilà, la vraie réflexion pour tous ceux, et toutes celles, qui veulent toujours et encore lutter pour plus d'égalité entre les peuples... Hémisphère Sud, hémisphère Nord, même combat !

Albert - Kanaky



« Ce conflit auquel il a été donné une étiquette religieuse vise en fait à exterminer le peuple indigène moluquois et ses institutions sociales », a ainsi assené la semaine dernière la Communion indonésienne des églises.

Affirmant que la communauté chrétienne était « en passe d'être supprimée », l'organisme qui regroupe la hiérarchie catholique et protestante a demandé l'intervention de la communauté internationale et l'envoi de forces de maintien de l'ordre...

héros à Nouméa « Pour Noël, je vous les ramènerai ».

Le général l'avait promis. Depuis l'évêque du Timor est venu prêcher la concorde universelle. Il fut le grand gagnant de l'opération... armée nationale et d'occupation, curés, imams barbus et sans poils, coopérants techniques et conseillers militaires, les ingénieurs de l'armement de chez Matra, l'équipe de chez Bouygues, à chacun son tour et son butin et les pays sont ficelés dans les

## La messe est dite !

Rappelez-vous juillet, août, septembre 1999, le massacre des étudiants en grève, le Timor, les chrétiens tués au nom d'Allah... Cela continue. L'armée, les milices tuent non plus pour un idéal religieux mais par télécommande et par bêtise, car en fin de compte les tueurs ne savent pas pourquoi ils massacrent, ils obéissent comme des cons, ils tuent gratis. Seuls les chefs religieux planqués dans leur mosquée et leur temple, les responsables politiques de Djakarta dans leur bureau climatisé et les cols blanc australiens, style sciences éco et les barbouzes américaines, calculent que si tant de mecs sont liquidés au mètre carré, c'est autant de place de gagnée et de richesse pour eux. Le soir, au chant du muezzin, voici les métreurs. Tout a

## Quelques conseils pratiques aux abonné-e-s du Monde libertaire

### Distribution Routage

Le M-L est distribué à nos abonné-e-s par la Poste. Cette distribution s'effectue par routage 205 c'est-à-dire en envois routés urgents. Vous devez normalement recevoir votre journal à J + 1 ou J + 2, c'est-à-dire le lendemain ou le surlendemain de son dépôt au bureau de départ. Sauf problèmes techniques toujours possibles mais très peu fréquents en pratique, notre hebdo est imprimé et mis sous bande, invariablement le mardi. Il est déposé pour envoi, à Dieppe-Courrier, avant 16h30 le mardi après-midi. Logiquement, il doit donc vous parvenir le mercredi ou le jeudi au plus tard, que vous habitiez Bourges (18), Paris (75), Saint-Brieuc (22), ou Ouveillan (11). Cette règle s'applique aux abonné-e-s individuel-le-s ou aux abonné-e-s recevant des envois multiples pour la vente à la criée.

Si vous recevez votre (vos) journal (journaux) régulièrement hors de ces délais nous vous demandons de bien vouloir nous en informer rapidement par lettre (*Le Monde libertaire* Abonnement Routage c/o Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris).

SVP Joindre votre bande de routage, en précisant le numéro concerné, la date et le jour à auxquels vous avez reçu votre journal, dans votre courrier. Même si les retards dans la distribution postale restent rares, ils sont très désagréables pour nos abonnés qui les subissent.

### Changement d'adresse

En cours d'abonnement, si vous changez d'adresse, n'oubliez pas de nous le signaler par courrier (*Le Monde libertaire* Abonnement Routage c/o Publico 145 rue Amelot, 75011 Paris) en indiquant votre ancienne adresse et la nouvelle, ou directement par téléphone ou en laissant un message au 02 35 84 27 17.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : J. Toublert  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie :  
Les Informations dieppaises SA,  
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie

## Souscription Monde libertaire

Janvier 2000 : Cortes : 400 F ; Gales, Millot : 250 F ; Bes : 200 F ; Stas J : 170 F ; Groupe FA de Rouen, Pilotte D : 155 F ; Bertier : 150 F ; Aymard : 55 F ; Blanc M, Moal X, Bes, Larex, Nouyrigat, Gadonna M, Hardy R, Maglione L, Tastet, Pataud, Dauget F, Tejedro, Langlois, Vignal T, Brinkmann, Barraud : 50 F.

Total = 2585 F.

### Soutien par prélèvement automatique :

Giraud-Chevignier : 300 F ; Les amis de Pierre-Besnard : 150 F ; Thierry Benoit, Hernandez, Alepuz, Zuate y Zubert D, Aumenier, Cabanettes, Perret, Peyraut, Etchegoren, Bedos, Claude, Carrière, Garcia Abadillo, Abassof, Zuate y Zuber M, Guemene, Pivert, Veloson, Deconinck, Eytard : 100 F ; Saintier : 75 F ; Maier, Hedou, Legois, Martin, Duguay : 50 F ; Cordelet : 30 F ; Pivert : 25 F ; Millot : 20 F ; Cornic : 10 F.

Total = 2860 F.

lemonde  
**libertaire**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08  
Fax : 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

## Interview de l'association Robin des Bois Les dessous du nettoyage

**ML : Depuis le 12 Décembre, quelle est la situation écologique?**

**Jacky Bonnemain :** La marée noire connaît trois phases. La plus dangereuse est sans doute celle qui est invisible entre l'épave de l'Erika et le littoral touché. Les molécules les plus toxiques (hydrocarbures polycycliques aromatiques) s'agrègent dans les sédiments marins, toxifient les organismes, nuisent à la reproduction du plancton et dégradent l'état sanitaire des poissons de fond, crustacés et coquillages. Un impact à long terme dont les effets seront difficiles à mesurer. Il faudra être vigilant sur ce point car toutes les forces en présence, en particulier Total et l'industrie du tourisme, n'ont pas intérêt à développer ces recherches. La deuxième phase se déroule à l'interface du littoral. Parfois situé à quelques kilomètres. Il s'agit de stockage intermédiaire de déchets. Placé sans prise en considération des sensibilités et fragilités des écosystèmes du littoral. Parfois situés à quelques kilomètres de la côte, on peut observer de multiples

aberrations: pas d'étanchéité réelle, proximité de cours d'eau, implantation dans les marais... Fermés quinze jours après l'ouverture de ces sites (quand ils sont connus et répertoriés!), il reste de coulures importantes, des pertes d'hydrocarbures sur les chemins d'accès. Puis reste le problème des déchets mélangés, des équipements souillés... La troisième phase c'est la côte sauvage qui reste très lourdement polluée. Par exemple en Loire-Atlantique entre Batz sur mer et Le Croisic il y a un front de mer de 200-300 mètres de profondeur et qui reste noir: le nettoyage s'avère très difficile.

**ML : Que pensez du Plan Polmar**

**J B :** On s'est doté d'une nouvelle structure en Décembre 1997. Et pour son baptême de feu, c'est une véritable faille. Autant en mer que sur terre. Le plan Polmar pour la mer donne de nombreux pouvoirs au préfet maritime dont celui d'hélicoptère, à bord d'un bateau lors de la première avarie, des experts pour

faire un diagnostic et prendre immédiatement les mesures adéquates. Or l'Erika a été abandonnée à elle-même pendant 36 heures au large de la Bretagne. Pour le plan Polmar terre, c'est la même faille. On s'est en permanence trompé sur les prévisions sur les côtes qui seraient touchées et du coup les équipements de nettoyage, les barrages flottants n'étaient pas là...

Ce n'est pas forcément toujours la compétence des experts qui est en cause mais surtout leur dépendance. Prenons le cas du CEDRE (Centre de Documentation et Recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux). Le CEDRE est piloté (et en partie financé) par l'industrie du pétrole elle-même. L'idée du CEDRE, c'est que la marée noire ne soit plus une catastrophe écologique. La tactique principale est donc de repousser le plus loin possible les épaves encombrantes et de diminuer le retour à terre des polluants, tout en minimisant et en relativisant les effets toxiques du pétrole. Avec ce style



de raisonnement, on peut se dire qu'il ne faut pas s'affoler avec 20 000 tonnes de pétrole car en 1978 la Bretagne en avait reçu 220 000.

**ML : Et cette marée humaine de bénévoles, au premier abord on pourrait parler d'une solidarité qui compense les incapacités d'un Etat...**

**J B :** Au tout début, pour répondre à l'urgence, on a connu une concentration très élevée de bénévoles qui pour certains travaillaient jusqu'à 20 heures par jour. Et sans protection particulière. Pourtant les hydrocarbures volatils sont toxiques et provoquent des irritations oculaires, vomissements, évanouissements, confusion et troubles du comportement. C'est seulement après un communiqué de Robin des Bois, en

date du 12 janvier que le débat a été lancé. À ce jour 400 consultations ont été répertoriées... Après la marée noire on a connu la marée humaine. On a d'abord connu une mobilisation capitaliste avec par exemple le Crédit agricole du Morbihan qui a donné une journée à ses salarié-e-s pour aller nettoyer. Puis on a eu aussi des groupes spécifiques comme des sans-papiers, des adolescent-e-s de banlieues, des classes vertes, des chômeur-euse-s... On doit être vu en train de nettoyer les oiseaux et le rivage! Mais au-delà des polémiques sur le nettoyage c'est bien la logique économique, la logique des pavillons de complaisance et la logique de l'imprévoyance auxquelles il faut s'attaquer...

propos recueillis par le groupe F.A. de Nantes

## Vous avez dit expert... en marée noire?

**A**U LENDEMAIN DE LA MARÉE NOIRE, UNE polémique est née autour du cas de Voynet. Alors que les premiers bénévoles accourent sur les plages, de l'île de la Réunion elle déclare: « À quoi ça servirait que je me déguise avec un ciré et que j'aie m'exhiber sur les plages goudronnées... » Nombre de personnes s'en sont indignées: quand on est ministre on doit témoigner de notre solidarité quand le pèule pleure.

Les Verts tentent toujours (malgré trois années de collaboration gouvernementale) de nous faire croire qu'ils font de la politique différemment, proche du citoyen, et donc de rester sincère dans ses déclarations! Sans être dupe sur ces objectifs affichés, Voynet avait tout à fait raison: elle ne faisait qu'exprimer son impuissance politique. Privé des réels pouvoirs, le gouvernement a de la peine à masquer sa principale fonction: réguler et gérer le système capitaliste. Par rapport à la marée noire, la situation est très claire: d'un côté le secteur décisionnel (secteur économique) et de l'autre se côtoient experts et techniciens. En théorie au service de l'Etat (mais souvent dépendants et financés par les multinationales), les « experts » adhèrent tous à l'idéologie scientifique. Cette théologie se résume très simplement dans l'équation suivante: « progrès technique = progrès social = bonheur pour l'humanité » Cette théologie évite du coup des questions fondamentales pour toute société. Quel est le sens d'une technologie?

Quelles sont les conséquences humaines et naturelles d'une technologie? Quels sont nos réels besoins?

Inutile de se poser tant de question, la devise du scientifique est simple: il faut avancer et faire confiance au progrès. Et l'expert, comme son nom l'indique, ne peut se tromper puisqu'il est Le Spécialiste... C'est certainement pourquoi le 15 décembre les experts déclaraient que le risque de pollution était quasi nul puis dans un autre temps que seules les côtes vendéennes et de Charente Maritime pouvaient être touchées... Le bilan, on le connaît: 400 km de côte touchée, les barrages flottants pas au bon endroit, les cirés pas assez nombreux... par moment les pelles se trouvaient dans un lieu et les manches dans un autre. Et bien évidemment en cas d'accident nucléaire, ce sont les mêmes experts qui géreront la situation. Et toujours avec la même certitude!

Comme au temps des cathédrales, des pyramides égyptiennes... l'État se sert de la technologie (avec une mystification du progrès technique) comme un ciment idéologique. Ainsi le PS déclarait en 1979 après l'accident de Three Mile Island « Les dangers du nucléaire sont maîtrisables grâce au progrès scientifique. Nous devons nous battre pour obtenir une sécurité des installations proches de 100 % de fiabilité... » Une confiance absolue que nous ne partageons aucunement!

Théo Simon. - groupe FA de Nantes

## En bref

■ Le groupe Spartacus de Clermont-Ferrand change d'adresse postale. c/o FA, B.P. 105, 63110 Beaumont.

■ Le n°225 (février 2000) d'Alternative libertaire est sorti. Au sommaire: Totalfina: capitalisme de merde; Le Réseau de résistance alternatif; Le mal au dos du roi; Culture et féminisme; Le bonheur, c'est l'anarchie!; Le cinéma et le pouvoir; le bulletin du Collectif Chômeur pas chien! et une affiche contre la peine de mort aux USA. Alternative libertaire est disponible aux librairies du Monde libertaire et La Plume Noire (20ff) ou par abonnement (150ff pour les lecteurs/lectrices du ML) en envoyant un chèque à la BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles (au nom de Roger Noël).

■ le groupe Durruti tiendra désormais une table de presse sur le campus de Bron (fac Lyon II), en face du rest U, chaque mardi entre 12h et 13h30 (au lieu du mercredi).

■ Drapeau Noir n° 17, périodique du groupe Proudhon est paru: Foire de l'autogestion; Non, il n'existe pas de capitalisme à visage humain; Comment nous avons bloqué l'OMC; Les hommes d'Etat pacifistes; Religion: école de la soumission; Interview de J.-B. Pouy; Coups de gueule; Interview de Dalila; Bakounine, tonton de l'anarchisme; L'Église jubile et les femmes trinquent. Abonnement 50 F les 5 n°. Chèque à l'ordre de CESL... CESL, BP 121 25014 Besançon Cedex.

## Faits d'hiver Va coucher!

Ici (pas vraiment), là ou ailleurs, on nous explique que le capitalisme et la « démocratie » bourgeoise sont indépassables à l'horizon politique, économique, social et culturel de l'aventure humaine et qu'il convient, tout au plus (dixir les sociaux, les cocos et les verdâtres), de réaménager cette indépassabilité.

Ben tiens!

C'est ainsi que dans un grand hôpital d'une grande ville d'Afrique du sud, dans un service de soins intensifs, chambre 311, un malade (un « client») mourrait tous les vendredis. Après s'être interrogé sur tout et sur rien, les responsables de l'hôpital se décidèrent à planquer devant la chambre 311 et... Et le premier vendredi de leur planque, à 6 heures du mat, ils virent arriver une femme de chambre (devinez quelle était la couleur de sa peau) qui, en sifflant, commença par débrancher l'assistance respiratoire pour brancher son aspirateur.

Mais c'est sans doute une simple histoire de réaménagement que de former (et de rémunérer à hauteur de la décence) le « petit » personnel!

C'est ainsi sans doute que le directeur des courses de Citroën, Guy Fréquelin, contrôlé à 236 km/h sur une autoroute, a été relaxé par la cour d'appel de Paris, au motif que des ratures jetaient le doute sur la date de vérification du radar.

Mais c'est sans doute une simple histoire de réaménagement que de former (pour la rémunération, ça roule) le petit personnel judiciaire à une prise en compte généralisée (socialement) du doute!

C'est ainsi, enfin, que Daniel Cohn-Bendit, le libéral-libertaire qui ne cesse de nous la jouer « couché, le chien » au royaume de la servilité « citoyenne », va être inculqué par le parquet de Francfort pour avoir apporté aide et assistance à Hans-Joachim Klein, un « has-been » du terrorisme gauchiste à la mode des années 70, et l'avoir aidé à « déserrer » l'imbécillité.

Mais c'est sans doute une simple histoire de réaménagement que de former le petit personnel juridico-politique à l'intelligence!

Aux Etats-Unis, 370 prêtres catholiques ont chopé le sida. Mais c'est sans doute une simple histoire de réaménagement que d'informer les curetons des dangers inhérents aux... transfusions sanguines!

Camarades aménageurs du capitalisme, vous êtes vraiment « too much »!  
Jean-Marc Raynaud

# La chasse aux... profits

COMME SE PLAISENT À LE dire les représentants des fédérations de chasse et du parti réactionnaire chasse-pêche-nature et tradition (CPNT) : « les chasseurs aiment la nature », « la chasse, c'est naturel » et « les chasseurs sont les meilleurs gestionnaires de la nature ». Mais de quelle nature parlent-ils ?

chasse = nature...

La nature comme monde physique et biologique avec lequel chaque être humain entretient un rapport affectif et esthétique ou bien un réservoir à viandes d'un type particulier (le gibier) qu'il faut gérer et dans lequel on puise à coups de fusil ? Malheureusement, il semble évident pour tout le monde – sauf pour les viandards et les affairistes de la chasse – que la majorité des chasseurs se regroupent derrière les défenseurs officiels de la chasse partage la seconde représentation.

... nature = gibier

Ainsi pour ces chasseurs de temps modernes, il convient de favoriser les populations de gibier de toutes les façons possibles : introduction massive avant l'ouverture de la chasse, croisement des sangliers avec des cochons pour obtenir des « sanglochons » libres de se reproduire en plus grande quantité que les sangliers, agrainage (mise à disposition de nourriture pour le gibier), élimination des prédateurs naturels (renards, blaireaux, putois, fouines...) et – plus rarement – limitation du nombre de prise, de jours de chasse, voir interdiction de chasse pour une durée déterminée.

chasse aux... profits

Dans notre société d'abondance, le principal moteur des défenseurs de l'activité « chasse 2000 » n'est pas la recherche de protéines (cf. ML n°1147

du 15 janvier 1999) mais de favoriser le développement d'une activité spécifique de l'industrie du « loisir » avec toutes ses retombées économiques : TVA et autres taxes (une part pour l'État) sur les produits (les fusils, les balles et autres accessoires, le gibier d'élevage, les chiens, les revues hebdomadaires, mensuelles, trimestrielles, les publicités, les produits « profit-lactiques »...) et les services (permis de chasse, vente de journées de chasse...).

## Marchandisation des espèces et des espaces naturels...

La marchandisation du loisir chasse depuis le début des années 80 a abouti à des prises de décision défilantes : suppression par Gaston Deferre (à l'époque ministre de l'Intérieur de Mitterrand) de la zone de sécurité de 150 mètres autour des maisons, réintroduction de la myxomatose pour interdire aux chasseurs de limiter des surpopulations naturelles de lapins puis diffusion de

vaccins anti-myxomatose pour juguler l'hécatombe, introduction de lapins d'élevage porteurs de la maladie ayant décimé les élevages de la France entière dans les années 96-98 contaminant les lapins de garenne sauvages, tolérance de la vente de viandes de gibier (interdit par les chasseurs sans contrôle sanitaire (interdit)...

... petit sœur de l'agro-industrie

Mais si cette pratique de la « chasse aux profits » est un facteur important de la dégradation de la faune sauvage, il convient aussi – par souci d'objectivité – de regarder ailleurs : l'agriculture chimique et industrielle décime les colonies de perdreaux, lesquelles buvant à la rosée s'empoisonnent avec les produits chimiques répandus sur les feuillages, tout comme les escargots. Si les chasseurs – de perdrix ou d'escargots – peuvent trop prélever d'individus, l'activité agricole porte sa part de responsabilité. Dans cette situation, interdire la chasse

pour rétablir les populations seraient aussi incohérents que d'interdire aux promeneurs de cueillir les fleurs mellifères parce que les abeilles meurent alors qu'un insecticide révolutionnaire et surtout très rémanent (Le Gaucho) semble être la principale cause.

## Vers l'officialisation des inégalités ?

Les orientations du rapport du député socialiste-chasseur ne doivent pas nécessairement nous réjouir. Comme les 35 heures et la casse des acquis sociaux, comme la C.M.U. et la médecine des pauvres, comme le PACS et la réglementation des désirs, le futur projet de Loi sur la chasse vise à institutionnaliser par la Loi – ce qui n'était alors qu'une prérogative des Préfets – des inégalités, en l'occurrence le partage de l'espace naturel : « durant les périodes de chasse (la majorité de l'année), les autres usagers de la nature sauront qu'ils peuvent fréquenter les espaces naturels en toute tranquillité le... mercredi et, ce, sur l'ensemble du territoire national ». Tout le reste ne sont que des amuse-gueules pour des écolos béats et/ou des miroirs pour attraper les bulletins de vote d'électeurs volages à la fibre environnementalistes alors que la France met son droit en cohérence avec la législation européenne (cf. les décisions actuelles des tribunaux administratifs s'alignant sur le droit européen en réduisant la durée de la chasse des gibiers d'eau alors que l'année dernière les préfets allongeaient ces mêmes durées de chasse).

## Des voix s'élèvent face aux marchands et aux réactionnaires

Cette consécration de l'industrie de la chasse n'éliminera, ni ne réduira les exactions citées plus haut. Elle assoira

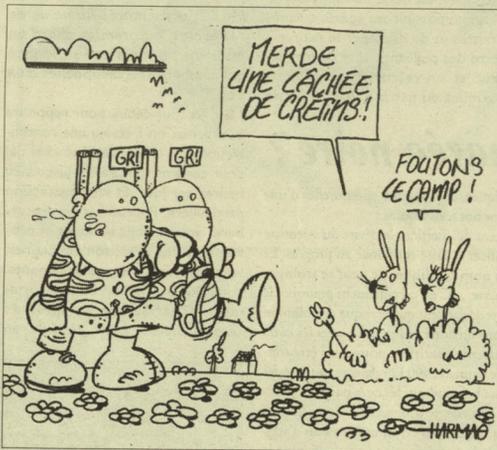
une force politique réactionnaire votant les budgets des régions gérées par la droite et l'extrême droite (Picardie et Languedoc-Roussillon) et renforcera le sentiment d'impunité de cette corporation organisée, laquelle s'attaque violemment aux récalcitrants mais aussi à leurs outils de travail. Déjà, des réactions se font jour pour que se soit respecté la liberté de chacun de fréquenter les espaces naturels ; Ainsi, en Lozère, suite à des atteintes portées à l'encontre d'un éleveur et de ses animaux, il s'est créé un « collectif pour l'abus de la chasse » à l'initiative de syndicats (CNT 48, Confédération paysanne et SUD-PTT), d'associations à vocation sociale et de protection de l'environnement. En Picardie, c'est le « collectif pour le respect des droits des usagers de la nature » qui s'évertue à défendre le droit à un usage multiple de la nature.

## Socialiser le débat !

Les conflits autour de la chasse ne sont pas uniquement des prises de position infantile (surtout lorsque les plus ardents opposants à la chasse mangent de la viande élevée comme on le sait et tuer à la chaîne dans les abattoirs) « pour ou contre le droit de tuer des pauvres petits animaux », mais plutôt « Continuerons-nous à nous laisser spolier l'accès aux espaces naturels et laissons-nous se dégrader les populations d'animaux sauvages au plus grand profit de l'État et d'entreprises vivant du loisir de la chasse et de l'agriculture intensive ? »

La réponse collective apportée à cette question permettra aux ruraux, aux chasseurs dilettantes et aux urbains en quête de grands espaces de ne plus s'affronter à des bandes de « jobastres » et à nous tous de bénéficier d'une alimentation de qualité.

Patrick – groupe du Gard  
groupe-du-gard@federation-anar-chiste.org



## Les assureurs aiment les tempêtes

Après la tempête que nous avons essuyé en décembre dernier, ne pleurons pas sur le sort des pauvres assureurs ni sur celui de leurs amis réassurés. La SCOR affiche après le sinistre l'espoir d'une rentabilité d'au moins 10 %. Et pour l'an 2000, une progression de 20 % de son chiffre d'affaire ! Axa, premier assureur français, ne se retrouve pas sur la paille après le sinistre du siècle : en plus des profits annexes que nous expliquerons plus tard, sa Majesté est bonne : Sire Axa est prête à rembourser les antennes, portails et autres hangars balayés par les vents et que ne sont pas couverts par les contrats d'assurance classiques.

Pourquoi tant de prodigalités me demanderez-vous ? Tout simplement parce que l'addition sera très diluée, entre de multiples acteurs du marché de l'assurance. Pour une simple collision entre deux avions, entre 500 et 1000 assureurs sont concernés. Un spécialiste des assurances au ministère explique : le surcoût des tempêtes fera peut-être trébucher les petites compagnies, mais il permettra aux plus robustes d'agrandir leur part de marché. Nous voilà rassurés, et bien réassurés !

Car il y a une astuce ! C'est beau le monde de la réassurance, c'est beau le capitalisme : l'astuce consiste à faire appel à la Caisse centrale de réassurance (CCR), faux nez de l'État, pour tout remboursement dépassant un certain montant de sinistralité. Cette caisse, et elle seule, paie l'essentiel des dégâts.

Un fonctionnaire de Bercy avoue d'ailleurs que, c'est la CCR qui écope de tous les coups tordus, inondations, glissements de terrains et autres tempêtes.

Mais ce n'est pas grave (rien n'est grave d'ailleurs dans le beau monde du bon argent) : la Commission de contrôle des assurances nous rassure : les finances de l'État (les nôtres) verseront discrètement une aide dans les mois à venir à la CCR. Autrement dit, Robin de l'État vient au secours des assureurs avec les impôts des assurés (c'est-à-dire nous). Et si tout ce mic-mac ne suffit pas pour régler l'addition, il reste une solution à laquelle les assureurs pensent mais qu'ils n'ont jamais avoué : augmenter les cotisations des assurés !

Ni vu ni connu, je t'embrouille, c'est lui qui paie et c'est aussi facile à comprendre que de signer un contrat multirisque habitation et de signer là où l'on nous dit de signer, pour nous protéger. Tout au bonheur de ces messieurs, qui espèrent dynamiser de la sorte leurs courbes de profit ! Ai-je été assez clair ? Sinon, je peux vous l'expliquer plus en détail : j'ai travaillé dix ans dans une petite compagnie de réassurance qui m'a laissé sur la paille l'hiver dernier. Elle a emmené mes patrons repreneurs vivre une vie tranquille sur des côtes plus clémentes, du côté des alizés...

Je pourrais donner des cours particuliers à ceux qui ignorent encore comment les gros réassureurs s'y prennent pour nous arnaquer, nous, leurs petits assurés ! Mais j'ai d'autres chats à fouetter !

Patrick – Claaaash, Paris 11<sup>e</sup>

## crises de foi

### Plus près de Dieu... plus près des électeurs ?

La gauche vire de plus en plus du rouge à l'eau bénite. Après la fête de l'Huma sur le thème de Jésus-Christ, le PCF a décidé d'organiser deux expositions jubilaires dans les locaux du parti, place du colonel Fabien. La première sera consacrée au rôle du christianisme dans l'histoire de l'humanité et la seconde à « Jésus-Christ dans l'histoire de l'humanité ». Cela, doit permettre d'aider à la compréhension de l'apport du christianisme dans la société d'aujourd'hui. Pour cela, durant l'année à venir, l'exposition sur Jésus aura pour cadre la grande salle de réunion du Comité central. Ainsi, Robert Hue, dit le pieux, et les autres dirigeants siégeront au milieu des représentations religieuses. Eh ! Robert, contre la misère, ce ne sont pas les prières, ce sont les luttes sociales qui sont nécessaires.

Le maire socialiste de Montpellier, Georges Frêche rêve quant à lui d'un coup fumant : une visite de Jean-Paul II dans sa ville. À la veille des municipales, l'événement inclinerait l'électorat catholique aux meilleures dispositions envers l'homme en place. Aussi, une invitation est partie au Vatican, afin de convier le pape pour le 650<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de saint Roch à Montpellier. Voilà un beau prétexte ! Un coup de pouce à la réélection d'un socialiste autant occulté que, ça ne se refuse pas. Le pape pourrait envoyer un légat aux cérémonies. Si Jésus a multiplié les pains, Frêche, lui, aimerait bien multiplier les bulletins de vote en sa faveur.

Les politiciens sont prêts à tout pour garder le pouvoir. En voila qui se cherchent une image de catho socio-démocrates et dont l'engagement social se limite toujours qu'à des promesses. L'Internationale, c'est du passé clament les nouveaux apôtres de la bonne parole capitaliste. Ni Jésus ni le pape ne résoudront la question sociale. Abolir le capitalisme est plus sûr que prier.

Régis Boussières – groupe Kronstadt (Lyon)

# Offensive étatique et patronale contre l'indépendance syndicale

**E**N CETTE FIN DE SIECLE, M. Chirac se déclare favorable à une refondation des procédures organisant les rapports entre les organisations syndicales salariales, patronales et l'État et en tant que président de la république, il n'écarte pas une démarche constitutionnelle en la matière. Le MEDEF sous le prétexte de faciliter la « négociation », n'hésite pas, lui aussi à se plaindre qu'il y a trop d'organisations syndicales et qu'il serait donc rationnel d'en réduire le nombre.

Dans le conflit des banques, les cinq Fédérations syndicales, dans le cadre des négociations pour la nouvelle convention collective, auraient convenu que « tous signent ou personne ne signe ». Pendant les grèves de décembre, se développait, dans le même temps, la pratique de la consultation et du vote de l'ensemble du personnel syndiqué ou non, pour dicter aux syndicats la conduite à tenir, ce qui privilégia l'orientation référendaire et antisindical de la loi Aubry.

## Le syndicat instrument du corporatisme ?

Venant à point nommé, un rapport de l'inspection générale des affaires sociales dénonçant la gestion d'une caisse de retraite complémentaire, permet aux partisans d'un syndicalisme subsidiaire, de relancer l'offensive sur le financement des organisations syndicales, au moment même où le MEDEF décide de quitter les

organismes paritaires au 31 novembre 2000. Réapparaît alors l'idée d'un financement public ou encore d'une « cotisation » prélevée sur les salaires par l'employeur, redistribuée aux syndicats en fonction de leurs influences électorales. La C.G.T. se déclare « disponible pour un large débat public sur les moyens des organisations syndicales, tant salariales que patronales ». Son secrétaire général demande que l'on « permette à tous les salariés

d'exprimer une préférence syndicale à période régulière ».

L'ensemble de ces remises en cause est une attaque contre le principe même de l'indépendance syndicale, basé sur l'idée simple que le syndicat est une association volontaire de salariés, que seuls ces associés volontaires sont qualifiés pour définir l'orientation de leurs associations. Que cette orientation et les décisions qui en découlent, une fois définies par les adhérents, les seuls

qui en ont la légitimité, soient ensuite proposés à d'autre, est une autre affaire. Mais en aucun cas cela ne peut être le contraire, sous peine de condamner l'organisation syndicale au piège de l'électoratisme permanent.

Chaque organisation doit, au contraire, conserver en permanence sa totale liberté d'appréciation, son indépendance de décision en toutes circonstances, à tous moments, y compris dans le cadre d'une unité d'action.

Cette offensive de grande envergure ne doit rien au hasard, elle ne se développe pas de façon désordonnée. Commencée depuis longtemps, elle se précise aujourd'hui avec de plus en plus d'intensité. La mondialisation, les contraintes imposées par les sphères politiques, économiques et le carcan budgétaire des institutions européennes, non seulement approuvées mais initiées et voulues par le gouvernement, imposent la disparition des acquis matériels, « quantitatifs », obtenus par des décennies d'actions, mais aussi et surtout celles des outils permettant de les conquérir : le syndicalisme et son indépendance, la pratique du contrat collectif, dont le contenu dépend de la seule capacité ouvrière, donc du rapport des forces. C'est cette offensive qu'il nous faut stopper. La grève interprofessionnelle décidée par la C.G.T.-FO pour le 1<sup>er</sup> février 2000, avec comme mot d'ordre « grève contre l'unicité corporatiste » et la journée de déploiement militant préconisée par la C.G.T. sont la première étape pour construire une opposition résolue aux prétentions patronales et à la politique de l'État (gouvernement et président inclus).

Sahuc Michel - groupe La Sociale (Montpellier)



## Pour un syndicalisme de classe !

À l'opposé de ce syndicalisme, défendu et voulu ainsi par des générations de syndicalistes et militants aussi bien révolutionnaires que réformateurs, on nous propose une forme d'organisation qui se dit syndicale totalement intégrée. Son financement dépendra essentiellement, soit de contributions obligatoires des salariés, soit de subventions des pouvoirs publics ou des deux. Une organisation syndicale qui ne pourrait, à terme être qu'unicitaire, pour mieux encadrer les travailleurs, un syndicat unique, instrument du corporatisme.

## Chantier du Métro Rennais Une lutte victorieuse

Ils ont fait 8 jours de grève pour obtenir l'élection de délégués du personnel, les 35 heures payées 39, des primes d'insalubrité et de rendement, l'application des conventions collectives et le respect des normes d'hygiène et de sécurité. « Ils », ce sont les employés de la Cogifrer, sous-traitant de Matra sur le chantier du futur métro de Rennes. Une quarantaine de grévistes pour 60 ouvriers. Et au bout de huit jours, ils ont gagné sur tous les points sauf celui des 35 heures, une confortable augmentation de salaire (1300 à 1500 francs mensuels) aidant à faire passer la pilule.

Au milieu de la pluie de conflits sociaux « durs » qui, des municipalités de Rennes aux travailleurs de Mailloux (élevateurs pour tracteurs), en passant par le centre de distribution d'Intermarché et les postiers, fait le quotidien de l'Ille-et-Vilaine, la lutte des employés de la COGIFRER aurait presque pu passer inaperçue : ce n'était pas le mouvement le plus massif ; pas le plus long ; pas même le plus revendicatif. Alors quoi ?

Alors, c'était la première grève sur le chantier du futur métro Rennais, ce qui lui a valu une bonne couverture médiatique. Et surtout, cette grève a été impulsée de bout en bout par la CNT, seul syndicat présent sur le chantier. Ce qui nous donne évidemment la satisfaction de voir une lutte victorieuse. Mais aussi la joie de voir le mouvement anarchiste rennais être le moteur d'un mouvement réussi, via un syndicat explicitement anarcho-syndicaliste, mais aussi par la solidarité militante et logistique sans faille de l'ensemble des libertaires organisationnels rennais.

D'ailleurs, personne ne s'y est trompé : en dehors des gestes individuels, les soutiens financiers ont émané essentiellement du mouvement anarchiste (FA) et des endroits où ses militant-e-s sont bien implantés localement (Comité des chômeurs et précaires, Force Ouvrière). Ailleurs, black-out, voire tentative de sabotage du mouvement. Bref, si ce n'est pas encore tout-à-fait la révolution, c'est quand même mieux qu'une petite victoire dans l'actualité, très fournie ces temps-ci, des luttes : c'est l'affirmation à Rennes de l'anarchisme comme une force sociale avec laquelle il faut compter. Avec laquelle les ouvriers en lutte de la COGIFRER ont su et pu compter.

Groupe La Commune (Rennes)

## Valeo « rationalise » 6 000 emplois supprimés cette année !

**V**ALEO EST UNE MULTINATIONALE, UNE ENTREPRISE DE sous-traitance du secteur de l'automobile. Ce groupe industriel s'est spécialisé dans la conception, la production et la commercialisation de composants électriques. Implanté dans 20 pays, Valeo possède « 113 usines, 35 centres de Recherche développement et 10 centres de distribution ». Noël Goutard, le patron de Valeo, est présenté comme un des « premiers équipementiers mondiaux ». En 1998 et 1999, le chiffre d'affaires réalisé par le groupe a plus que doublé. Les résultats pour l'année passée s'élevèrent à 3,7 milliards de francs, une croissance de 117% par rapport à 1998 ! Dans le monde, 51 700 personnes sont salariées du groupe dont 19 000 en France. Certaines coûtent cher. Le conseil d'Administration de Valeo, réuni le 31 janvier dernier, a décidé la suppression prochaine de 6 000 emplois en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Motif : il faut « accélérer la rationalisation du groupe » (sic). Des emplois seront créés ailleurs, là où la main-d'œuvre est moins chère : Pologne, Hongrie et Mexique...

Noël Goutard n'a pas d'état d'âme. Il assume son rôle et sa place dans l'économie de marché. Pour lui, tout se résume à une question d'argent et de profits. Aux États-Unis, en Europe de l'Ouest, en France... le coût du travail est trop élevé, « les charges et les taxes ne cessent d'augmenter. Plus la législation est rigide et coûteuse à mettre en œuvre, plus les entreprises s'affaiblissent par rapport à la concurrence internationale », précise-t-il, dans un entretien au *Figaro*... Dans la lignée des Michelin et consorts, c'est avec une morgue certaine qu'il explique et expose ses projets. Interview dans le *Figaro* le 1<sup>er</sup> février, article dans *Libération* le lendemain, publi-

cité pleine page ou presque dans *Le Monde*, le même jour ; les médias aux ordres savent donner toute leur place à ce type d'individus sans scrupules dont le vocabulaire est à lui seul un condensé de la pensée capitaliste. Dans la pub du *Monde*, le président de Valeo s'auto-félicite et commentant ses décisions, il se réjouit du « fort développement » de son groupe. Les termes employés dans ce texte sont tous du même acabit : stratégie de croissance, rentabilité, ressources nécessaires, réussite, capacité, résultat, action, performances... En quelques phrases, tout est dit...

Apparemment, les futures réalisations du PDG n'ont pas bouleversé la Bourse. Malgré l'annonce des licenciements, les projets de délocalisations, la mise en place d'un nouveau plan de stock-options pour les 800 cadres de l'entreprise, la redistribution des dividendes aux actionnaires, l'action Valeo continuait de chuter. En une journée, la semaine dernière, Valeo perdait 9,9%... L'explication est simple. Selon les financiers, experts escapatoires, Valeo ne fait pas le poids. Dans le monde des recoins, Valeo n'est pas le plus gros. Sous-traitant de l'automobile, le groupe n'est pas maître du jeu. Si l'entreprise réalise des marges bénéficiaires, les constructeurs automobiles exigent qu'elle baisse ses prix. En d'autres termes, plus Valeo licenciera ou délocalisera, plus Renault ou Peugeot gagnera de l'argent. À ce petit jeu du « qui gagne, perdra », au bout de la chaîne, il y aura toujours les mêmes vaincus. Cette année, ils seront 6 000. Six mille chairs à produire, un peu trop coûteuse au goût des financiers. L'horreur capitaliste !

Alain Dervin, groupe P. Besnard.

# Valse brune en Autriche

L'UNION EUROPÉENNE N'A PAS pu empêcher la formation, en Autriche, d'un gouvernement de coalition entre la droite conservatrice et le parti d'extrême droite de Jörg Haider. Les mises en garde répétées des responsables européens et leurs menaces d'isoler Vienne au niveau diplomatique, n'ont servi à rien. L'article 7 du traité d'Amsterdam, relevant de « la violation grave et persistante par un État, des principes des Droits de l'homme et des libertés fondamentales » ne peut s'appliquer au parti de Haider, puisque celui-ci s'est imposé par les urnes et en toute légalité.

Une fois encore, on peut constater les méfaits du piège électoral et de son soi-disant reflet de la démocratie, lorsqu'il assied et légalise un fasciste au sein d'une instance gouvernementale.

Lors des élections législatives d'octobre dernier, Jörg Haider, le leader du FPÖ (parti nationaliste et xénophobe autrichien) est élu avec 28% des voix dans les régions de Carinthie et de Salzbourg (lire l'article ML n° 1176 du 14 octobre 1999). À l'époque Jörg Haider déclare « qu'il ne briguera pas le poste de chancelier, lors de la formation du nouveau gouvernement en février 2000, mais qu'en échange, il espère obtenir un ministère important, comme les Finances ou les Affaires sociales ».

Fils d'un membre actif du parti nazi autrichien, il se situe dans le sillage de K. Waldheim, président de la République d'Autriche en 1992, qui avec son passé actif dans la Wehrmacht (dans les Balkans, lors de la dernière guerre, où il participe à des déportations de juifs) et ses mensonges subséquents, valent à l'Autriche un isolement sévère, sur la scène internationale.

Il est par ailleurs nécessaire de rappeler que le procès du « comportement de sympathie des Autrichiens pendant l'annexion nazie » n'a jamais eu lieu. Les Autrichiens ont toujours rejeté un quelconque sentiment de culpabilité par rapport à cette période de l'histoire, qui est devenue pour ceux qui l'ont vécue, un sujet tabou et pour les générations suivantes, une nébuleuse!

## Un nouveau discours « de bruits et d'odeurs »

Il y a une quinzaine d'années, le parti de Jörg Haider ne représente que 5% des voix. À l'époque, lors de ses croisades électorales, il aime à rappeler, en outre, « les bienfaits de l'emploi sous le III<sup>e</sup> Reich ». Il « regrette le temps de la grandeur de Vienne, quand elle était la deuxième ville du grand Reich allemand » et « le temps d'Hitler, où l'on ne voyait pas autant d'étrangers en Autriche »! Dans le cadre des élections législatives de

1999, Haider remodèle son discours un peu trop radical, qu'il veut plus modéré: « Si le travail manque en Autriche, c'est qu'il y a trop d'étrangers. Venus de partout, ils ont envahi le pays; en plus de la déferlante d'immigrés venus de l'Est après la chute du Mur de Berlin ». Il explique que « les chômeurs sont des feignants qui refusent le jeu social ». Pour lui « si le pays va mal, c'est à cause des allocations versées aux femmes étrangères dangereusement fertiles »! Il préconise « l'obligation du port d'une carte d'immatriculation pour tout étranger vivant sur le territoire autrichien ».

Son ambition est de devenir la première force politique en Autriche et à ce titre, d'obtenir les portefeuilles englobant la fiscalité, la sécurité et la famille. Son programme: libéraliser le secteur gaz-électricité. Allonger la durée des cotisations pour la retraite. Créer un fonds de dédommagement pour les travailleurs « forcés sous le régime nazi »! Supprimer le ministère de la condition féminine. Établir un salaire maternel. Infliger aux responsables de délits sexuels sur des mineurs une « surveillance à vie » et les inscrire dans un fichier « spécial ».

Un programme, somme toute basique, de la rhétorique fasciste. Hélas, le principal effet de son discours extrême auprès des Autrichiens, aura été de susciter chez



eux, un sursaut de nationalisme. Jörg Haider représente, à leur yeux, selon un sondage, « le changement, sans l'aventure ».

L'extrême droite qui récoltait en Autriche, environ 27% des voix l'automne dernier, a fait une progression de 6 points en trois mois et devient ainsi aujourd'hui, la première force politique du pays. Haider a gagné son pari et, fort des 54% d'Autrichiens qui considèrent comme une hypothèse recevable, la coalition entre l'extrême droite et les conservateurs, a pu imposer ses exigences au cours des négociations de son parti avec celui de M. Schüssel. Néanmoins, les conservateurs trouvent, eux aussi, leur intérêt dans la coalition. Ils y font passer les points phares de leur programme: l'abandon de la neutralité de l'Autriche et la distribution, à leur avantage des futurs postes-clés ministériels. Durant les débats, la presse autrichienne s'est contentée d'enregistrer l'évolution des négociations, sans ajouter aucun commentaire. Le président Klestil s'est quant à lui, refusé à rappeler les Autrichiens aux urnes, sous prétexte que le parti de Haider sortirait grand d'une telle consultation. Seules, dans le pays, les féministes protestent contre l'intention de Jörg Haider de supprimer le ministère de la condition féminine et redoutent « un retour aux ténèbres du machisme ».

## Mais que fait l'opinion internationale?

L'Opinion internationale s'indigne! L'Union européenne a fini par constater qu'elle est sans moyens de pression face à l'arrivée au pouvoir d'un parti xénophobe. Elle affiche sa préoccupation de « s'asseoir à la même table qu'un admirateur (même repent) d'Adolphe Hitler. Les Belges, les Allemands et les Français ont été les premiers à prendre une position claire de boycott et ont menacé les Autrichiens d'isolement diplomatique, si la coalition prenait corps, fait sans précédent dans l'histoire de l'UE et dont les conséquences pèseront longtemps sur ce petit pays de l'Union ».

Mais, à part des menaces, que faire devant le constat que le parti de Haider est légal et que bon nombre d'électeurs autrichiens lui ont donné, par leurs suffrages, une légitimité.

Et les conseillers européens de conclure: « si l'Autriche doit un jour sortir de l'Union européenne, ce sera de sa propre initiative. Tel est le prix du suffrage universel ».

À ce jour, au niveau international, Jörg Haider n'a reçu officiellement que l'approbation du chef du Front national de Jean-Marie Le Pen et de la nièce du duc, Alessandra Mussolini de l'Alliance nationale d'extrême droite (Italie)!

## Une seule solution: la lutte, pas les élections!

Devant le constat de la « légitimité démocratique » d'un parti d'extrême droite, devons-nous baisser les bras? Comme l'ont fait les Italiens en 1994, lorsqu'ils laissèrent entrer dans leur gouvernement le dirigeant néo-fasciste Gianfranco Fini? Comme l'ont fait les Français sous l'aire mitterrandienne, lorsqu'ils laissèrent des députés fascistes siéger à l'Assemblée, puis prendre des maires et des régions grâce à d'immondes alliances qui rappellent singulièrement le compromis autrichien?

Accepter les règles du jeu, prétendument démocratique, est-ce accepter les chiffres des sondages, les informations défaitistes relayées par une presse internationale perdue devant un vrai problème de fond et qui refuse d'appeler un chat un chat? Refuser de jouer ce jeu là, c'est faire confiance à la lutte des individus qui se battent dans toutes les régions du monde où la menace fasciste pointe le bout de son groin! Pour combattre le fascisme, il faut essayer de comprendre et surtout d'expliquer les mécanismes de la montée du fascisme et du nazisme en Europe depuis le siècle dernier. Il faut essayer de piéger les nationalistes de tous bords pour démonter, point par point, leurs discours qui sentent l'appel à la haine, au racisme, au repli sur soi et mènent à la xénophobie! Le combat contre le fascisme a une histoire, un sens et un but. Les anarchistes offrent un raccourci idéologique en proposant, tout simplement de supprimer les frontières! Et une bonne partie de l'argumentation nationaliste et xénophobe disparaîtra avec elles!

Patrick Schindler  
Christophe Tzotzis  
Groupe Claaaaash FA

# Opposition au tracé du Lyon-Turin en Italie Répression sanglante contre les anarchistes

L'OPPOSITION AU TRAIN À HAUTE VITESSE DANS le Val Susa fut dans les années 1994-96 d'une réelle ampleur et efficacité. Des manifestations, des comités, un regroupement allant des Verts à rifondazione marquent leur désapprobation. Car le Val Susa où doit passer le futur TGV est une petite vallée derrière les Alpes, du côté de Modane. Cette vallée a déjà l'autoroute de la STAV qui a tué beaucoup d'agriculteurs, beaucoup d'habitants, beaucoup de pauvres. Elle a fait le désert au profit du bassin d'emploi de la Fiat de Turin. Au même moment, les habitants du Val Susa qui ont vu les limites de l'action revendicative institutionnelle se rappeler les sabotages de leur histoire (cf., le Val Susa lors de la résistance antifasciste). 19 sabotages ont lieu. Sans blessé, sans mort. Mais la presse locale et la Stampa parlent de terrorisme. L'Etat, les industriels, la presse monte alors l'opération des anarchistes. Trois personnes Maria Soledad Rosas, Eduardo Massari et Silvano Pelissero sont arrêtés. Ils habitent dans les squats de Turin. Toute la presse s'appuyant sur des informations distillées par le pouvoir, les accuse d'être les responsables des attentats. Le procureur Laudi (célèbre pour son action dans les années de plomb), vice-président du syndicat de la magistrature parle alors de « preuves de béton » contre ces trois-là. On est en mars 1998.

## Deux « suicidés » en prison

Les journaux la Stampa, LeCorriere delle Sera, la Repubblica, servent le pouvoir comme boîte de résonance pour les accusations. Ils répandent chacun à leur niveau la diffamation. Un mois après, face à ce flor de propos infects, Eduardo se « suicide », Soledad subit les tracés des juges et de la presse, elle meurt aussi dans des conditions mystérieuses. On est en juillet, Silvano en grève de la faim depuis un mois, incarcéré à la prison de haute sécurité de Novara obtenant par des pressions son placement en résidence. Les calomnies contre Silvano reprennent très rapidement, des informations données par le chef de la police secrète de Turin servent d'argu-

ments. Malgré tout le procureur laudi est obligé de reconnaître les faits ou tout du moins ceux qui l'arrangent.

Les accusations contre les deux inculpés morts en prison sont abandonnées faute de preuves. Ils sont morts pour les besoins d'un montage politico-judiciaire. Pendant les deux années que le procès a eu lieu, la presse, tout au long des articles, a diffamé Silvano le présentant comme un fasciste, la population du Val Susa comme des demeurés, d'obscurs sorciers, comme des gnomes en faisant référence au seigneur des anneaux (Tolkien), les squatters comme des farfelus terroristes protégeant les criminels des Brigades rouges.

## Les liens entre le patronat, la mafia, l'Etat et la presse

Aucun article conséquent n'a été écrit pour parler des liens entre le projet du TAV Lyon-Turin, le patron de Fiat, les industriels, l'autoroute, et la mafia. Aucun journaliste n'a écrit sur les protections dont bénéficie l'ancien responsable de la gendarmerie de la région de Susa, responsable de la sécurité de l'autoroute, impliqué dans un trafic d'armes avec un armurier fasciste de la région, ni des liens que celui-ci entretient avec un ancien agent des services secrets (condamné pour onze meurtres) dans le Val Susa. Les morts du montage « éco-terroriste du procureur Laudi n'ont droit qu'à l'oubli que leur réserve leur rang social.

Le 21 janvier les avocats de Silvano ont démontré l'innocence de leur client, le manque de preuves de l'accusation, le montage fait pour inculper des anarchistes. Le 31 janvier à Turin, ville d'Agnelli, patron de Fiat, le procès se termine. La diffamation contre le seul inculpé encore vivant est la seule possibilité pour la justice de pouvoir condamner. La presse va-t-elle encore servir de caisse de résonance aux pouvoirs et ainsi terroriser un peu plus ceux qui seraient tentés de se révolter contre des projets qui concernent leurs vies?

Fait à Valence le 24 janvier après la condamnation de Soffri inculpé dans l'affaire Calabrese.

Luc

LECTURE

# De la prison à la révolte

## Serge Livrozet

**L'**ESPRIT FRAPPEUR A EU l'excellente idée de rééditer « De la prison à la révolte ». La première parution de ce livre, en 1973, avait été un véritable coup de tonnerre au sein du monde de la toute nouvelle lutte anticarcérale et même du mouvement révolutionnaire de l'époque.

Dans sa préface, Michel Foucault fait remarquer à juste titre que l'analyse du pouvoir et du droit appartenant à tout un courant anarchiste dont nous pouvons confirmer aujourd'hui que Serge Livrozet se revendique clairement.

Nous y retrouvons ce que beaucoup d'entre nous ont expérimenté dans leur propre vie: la misère et la répression nous acculent à la révolte ou à la soumission. En effet, comme le rappelle Serge Livrozet, qui cite George Jackson: « Être né esclave dans un classe asservie de la société nous conditionne à considérer l'emprisonnement comme inéluctable. »

Dans la quatrième partie du livre, Serge présente en exergue la réflexion de Jules Vallès: « Je suis un révolté. Mon existence sera une existence de combat. »

Avec le Comité d'action des Prisonniers qu'il a créé fin 1972 et animé

jusqu'en février 1980, l'auteur de cet ouvrage unique qu'est « De la prison à la révolte » a prouvé qu'il ne parlait pas pour ne rien dire. Les autres luttes auxquelles il a participé et participe encore confirment, s'il en était besoin, que ses écrits et ses actes sont toujours étroitement en accord.

### « La révolte est saine »

Il serait vain de prétendre rendre compte d'un ouvrage aussi puissant par une analyse ou un récit. La vivacité de la griffe souligne avec rage la véhémence et la profondeur de la pensée. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il est plus que jamais d'actualité. Mieux, à des générations perdues et désespérées, il peut offrir l'impression d'une pensée nouvelle et particulièrement revigorante.

Serge est un gardien du feu. Il brandit haut le flambeau de la révolte. Or, avec Stirner, nous savons qu'il n'y a qu'un pas de la révolte à la révolution.

Les formulations subversives se succèdent tout au long de l'essai et viennent réveiller les consciences endormies: « [Le] vol, pour nous révoltés, c'est tout simplement une forme de reprise individuelle en attendant le jour où l'égalité ne sera plus marquée aux frontons des édifices publics mais inscrite dans les faits et dans les mœurs. »

Ou encore: « La révolte est saine et logique, car elle demeure la seule attitude possible dans un système social qui a besoin pour se perpétuer de transformer la majorité de la population en esclaves. »

Il est rassurant et stimulant de savoir que des penseurs comme Serge

Livrozet argumentent avec une telle vigueur face au libéralisme et à l'État.

À côté de nombreux livres où il s'exprime avec ce talent de pamphlétaire que beaucoup lui reconnaissent, surtout « Hurle » et « La dictature démocratique ». « De la prison à la révolte » est un livre exceptionnel. Nous pouvons même affirmer sans crainte qu'il est incontournable pour ceux et celles qui participent à la lutte contre toute forme d'enfermement et croient à la légitimité, à l'urgence et à la nécessité d'une société radicalement libertaire.

Jacques Lesage de la Haye

*De la prison à la révolte.* Serge Livrozet. édition L'Esprit frappeur. 180 p. 20 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot Paris 11<sup>e</sup> (26 F avec port).



Le huitième volume des « Incrévables anarchistes » vient de paraître.

Cette dernière s'intitule « Avec un A comme dans Culture ». On y retrouve Albert Camus et la pensée libertaire, Georges Brassens au Monde libertaire, André Breton et les anarchistes, Jacques Prévert, un poète libertaire, Léo Ferré soutient la Fédération anarchistes, Boris Vian, Armand Gatti...

Incrévables anarchistes n° 8, 48 p, 20 F.

En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot Paris 11<sup>e</sup> (28 F port compris)

## copinage

Bruno Daraquy et Jacques Ivan Duchesne interpréteront Gaston Couté du 8 au 12 à La Samaritaine de Bruxelles (02/511 33 95).

Projection du film de Frédéric Goldbronn « **Diego** » dans le cadre de « Documentaire sur grand écran » au Cinéma des Cinéastes (7, av. de Clichy Paris 17<sup>e</sup>). Ce film sera projeté avec « La Vie est à nous » de Jean Renoir. Dimanche 20 février à 11h; le 27 février à 18h (débat avec Diego Camacho alias Abel Paz) et le 12 mars à 14h.

Au Train théâtre de Portes-lès-Valence aura lieu la 3<sup>e</sup> édition de **Nuit blanche pour chansons noires** samedi 12 février à partir de 20h45 avec Peio Serbielle, Lulu Borgia, Yvon Etienne, Les Malpolis. Tarif unique: 150 F (buffet inclus). Réservation obligatoire, 1, rue Aragon, Portes-lès-Valence: fax: 04 75 57 14 50; e-mail: train-théâtre@wanadoo. fr

Marie-Josée Vilar présentera (avec Jack Ada et Michel Ghuzel) ses nouvelles chansons lundi 28 février à 20h30 au théâtre Clavel, 3 rue Clavel (Paris 19<sup>e</sup>). Places 100 F et 80 F. Rés: 01 42 38 22 58.

## radio libertaire

Paris • 89.4 MHz

jeudi 10 février à 18 heures:

*Si Vis Pacem!*: La Chine: inventer un nouvel ennemi ?.

samedi 12 février à 11 h 30:

*Chronique syndicale*: « Le travail des enfants dans le monde » de Bénédicte Manier (éd. La Découverte).

mardi 15 février à 22 h 30:

*Jazz en liberté*: avec Yves Sportis, rédacteur en chef de la revue « Jazz hot » dont c'est le 65<sup>e</sup> anniversaire.

mercredi 16 février à 10 h 30:

*Blues en liberté*: le piano dans le blues.

## CINÉMA

# 1999 Madeleine

## Laurent Bouhnik

**D**EPUIS *SELECT HOTEL*, Laurent Bouhnik a des fans. Depuis *Zonzon* il a encore plus de fans, mais ce ne sont pas les mêmes. Ses films sont aimés ou détestés. Quoi qu'on en dise, son cinéma a toujours une position citoyenne forte, même quand il nous parle de junkies.

Dans *Select Hotel*, (réalisé avec 80 000 F) un cordonnier, marchand de chaussures, politiquement à droite, suivant la piste d'une paire de chaussures volées dans son magasin, découvre un monde qu'il ne soupçonnait pas et change à son contact. À la fin du film, il ne cassera plus du jeune, c'est certain. Quelque chose de fort l'a bouleversé profondément. Virtuosité de la mise en scène en studio de la prison où se passe *Zonzon*, son deuxième long métrage, adapté d'une pièce de théâtre considérablement modifiée. Révélation de Jamel Debbouze dans un vrai grand rôle. Et adhésion du public. *Zonzon* a bien marché en salle, la vidéo marche bien aussi.

### Un journal en dix films

« Moi, j'ai mes films à faire » dit Laurent Bouhnik. Car avec *1999 Madeleine*, il débute une série de dix films, une sorte de journal pas comme les autres. Co-produits par Playtime et Canal Plus, le coût ne dépassera pas les 10-12 millions de francs par film. Concept original: les dix personnages présents dans *1999 Madeleine* seront à leur tour protagoniste principal des autres films... à venir. Laurent Bouhnik n'aime pas beaucoup parler de ses films, de toute évidence, il aime les faire. Auteur de ses films, assumant les taches les plus diverses, il est à la fois metteur en scène et technicien de ses films. Pour *1999 Madeleine*, il a innové au niveau du son. Son dispositif de cadrage a permis de suivre le personnage et l'a obligé à une drôle de gymnastique. Les sons suivent les

personnages au lieu d'être réunis au mixage au milieu de l'écran comme pour les autres films.

« Si je n'avais pas voulu le faire moi-même, aucun ingénieur du son aurait accepté de le faire. » Auteur au sens complet du terme, il décide de tout, mais s'appuie sur une équipe, toujours la même, rodée à ses méthodes: « J'ai une manière très particulière de travailler avec Gilles, (Gilles Henry) qui est aussi mon chef-opérateur. Tous les cadres sont déterminés par moi, mais avec Gilles. C'est cela qui est bien, quand on travaille avec un artiste, il améliore, il magnifie au niveau du cadre et du son. »

Véra Briole, qui interprète Madeleine, a été récompensée pour son travail à Locarno par le prix d'interprétation. L'histoire de Madeleine, c'est le quotidien d'une cousine, retoucheuse qui travaille dans la petite boutique de Monsieur Paul (Jean-François Gallotte). Sa vie, c'est l'espace exigü entre sa machine à coudre et son appart, ripoliné de

propreté, miroir lisse de sa solitude. La fermeture de la boutique lui donne le temps de sortir et de s'ouvrir à autre chose. Elle articule ses désirs, vit dans l'instant. L'accueil qu'elle fait au représentant d'aspirateurs (Manuel Blanc), ou la rencontre dans l'autobus (Jean-Michel Fête) sont des tranches de vie délicieuses, ironiques, à savourer absolument.

On rit souvent dans *1999 Madeleine*, on rit des situations et des paroles, on ne rit jamais des personnes. Conquis, le spectateur suivra Madeleine, la filant à distance. Chanceux il s'approchera de son espace intérieur. Il admirera la liberté de Madeleine, lancée à la reconquête d'elle-même.

Avec *1999 Madeleine*, Laurent Bouhnik confirme son travail sur la couleur, sur l'esthétique, mieux encore, il a trouvé son style. Vivement 2000

Eve avec Anouk Aimée!  
**Heike Hurst (Fondu au Noir)**  
(propos de Laurent Bouhnik recueillis à Locarno, août 1999)



# Marée noire: Nantes, noir de monde

**P**RES DE 30 000 PERSONNES ONT foulé les rues nantaises le 5 février. La mobilisation a commencé dès les premiers jours avec des manifestations à Vannes, Lorient, Croisic... Il est vrai que le fuel se déverse toujours! Alors que le 21 janvier la préfecture maritime parle de « suintement résiduel », le 27 ce sont de grosses nappes de fuel qui arrivent sur les côtes de Morbihan. Les collectifs anti-marée noire ont construit une plate-forme de revendications: contrôle sanitaires des personnes, moyens de stockage temporaires protégeant les sites, indemnisation des professions liées à la mer, moyens humains et matériels pour un réel contrôle des navires... Mais les horizons très divers des personnes et associations ne permettaient pas dans cette plate-forme d'envisager une analyse réelle et profonde des raisons économiques et sociales de la marée noire.

Rose, rouge, vert...  
la mer en marre

La mobilisation doit encore se poursuivre, mais l'adhésion aux collectifs des quatre organisations gouvernementales pose question pour beaucoup. La gauche plurielle gère le capitalisme et est donc directement complice de Total: en gardant le pavillon de complaisance français des îles Kerguelen, en gardant le secret défense autour des fuites de l'Erika, en laissant des bénévoles se faire exploiter sans protection sanitaire, en laissant agir en toute impunité les compagnies pétrolières... Le PS descend dans la rue pour influencer sur la politique de l'Etat qu'il gère depuis 19 ans maintenant! Ce sentiment est d'autant renforcé que des membres de Ligue des Droits de l'Homme de Nantes et d'ATTAC ont déclaré à la presse nationale que cette mobilisation va imposer ses vues au gouvernement et une première rencontre interministérielle est prévue pour le

28 février. Et c'est malheureusement de tels comportements, de telles alliances politiques sans sens qui risquent d'essouffler le mouvement, et d'arriver à un compromis loin de nos exigences. Et dans dix ans... tout sera à recommencer.

## Et les libertaires?

Difficile d'apparaître clairement dans la masse des cortèges. Situé après un cortège anticapitaliste et de bretonnants, à l'appel de libertaires nantais et de l'union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste s'est formé un joyeux cortège (FA avec la présence de groupes de Lorient, Vannes, Rennes, Brest, Lannion... CNT et individu-e-s...). La veille le débat organisé par le groupe FA de Nantes réunissait 70 personnes. L'Union régionale Bretagne de la FA mène

une campagne depuis le début pour dénoncer les raisons de la marée noire (la logique de profit) et pour avancer des perspectives permettant de rompre avec cette logique: une réelle sécurité des navires avec destructions des vieux bateaux, une lutte pour un droit social des marins, un service public (gratuit...) pour les transports communs afin entre autres de diminuer « nos » consommations d'énergies... Campagne qui doit se poursuivre et pour laquelle tout apport matériel et/ou humain est le bienvenu.

**Théo Simon (Gp FA Nantes).**

Pour consulter appels, bilans, photos, affiches sur la marée on peut consulter le site du groupe FA de Nantes <http://www.altern.org/fanantes>  
Pour obtenir le 4 pages éditées par l'URB de la FA, écrire à: FA, ACLN, BP 60221, 44002 Nantes Cedex 1.

## Manifestation des sans papiers à Choisy-le-Roi

« Sacrebleu » pensa le brigadier Auguste Pinchon. Le badaud de Choisy-le-Roi aura pensé que sa souriante cité accueillait un grand de ce monde. Un alignement de poulets digne de nos meilleurs élevages en batterie pour accueillir la manifestation des collectifs de sans papiers du 94, de la maison des ensembles et les organisations les soutenant (CNT, CAE, FA, OCL, Voie prolétarienne, REFLEX, Ras le Front). Bref, une démonstration de force policière démesurée face aux quelques centaines de manifestants présents sur le pavé banlieusard. Mais c'est finalement là tout l'enjeu. Un Etat maintenant dans la terreur les populations sans papiers, les rendant plus précaires, plus facilement exploitables dans une France où plus personne ne rend les immigrés responsables du chômage (cf. les licenciements chez Michelin). Le point de départ (et d'arrivée) de la manifestation était fixé au centre de rétention de Choisy, un bâtiment anonyme du centre-ville pour cette prison inavouée de l'Etat français. Les manifestants auront exigé la fin des conditions esclavagistes de travail, l'arrêt de la répression d'Etat qui les maintient dans la terreur, et l'obtention immédiate d'une carte de séjour de 10 ans qui leur permettent de s'installer et vivre dans la dignité. A l'heure où les états majors politiques se souviennent (élections obligent) que les immigrés pourraient voter, cette manifestation aura montré que ce sont avant tout des humains qui aspirent à l'égalité et à la liberté.

**Bruno. - groupe de la Villette**

# Pour une généralisation des conflits!

suite de la première page

répète à satiété que la courbe du chômage baisse.

Ce qui est contredit par le scandale des licenciements chez Moulinex, Michelin ou Valeo pour garantir aux actionnaires une part plus importante de bénéfices. Faut-il y ajouter les revendications des chômeurs et précaires qui crévent la gueule ouverte alors que les caisses de l'Etat débordent de fric?

## La nécessaire généralisation des conflits

La coupe est pleine mais les gros (et non pas grands) syndicats qui se targuent d'être représentatifs des exploités n'ont rien de mieux à faire que de discuter de la part qui leur sera allouée dans le partage à la mode patronale.

Et ce n'est pas la déclaration commune de FO, CGT, CFDT, CGC et CFTEC de se porter garant de la péren-

nité de la protection sociale qui peut nous rassurer. La réalité des rapports de force fait que le MEDEF sait qu'il a intérêt à négocier maintenant car il peut obtenir pour le patronat des avantages considérables dans la part de nos salaires différés (leurs soit disant charges) qui alimentent toutes les caisses de protections sociales et d'entraide. Avec en prime la perspective de privatisation puisque le gouvernement lui-même annonce des projets sur ce qu'il appelle pudiquement l'épargne salariale alors qu'il s'agit bel et bien d'officialiser ces saloperies de fonds de pension.

A notre sens négocier avec le patronat en ce moment est une erreur parce que les salariés peuvent obtenir beaucoup pour peu qu'ils relèvent la tête, affirment leurs revendications et agissent de manière coordonnés et concertés.

Cette mobilisation générale des salariés est d'autant plus nécessaire que le

contexte international s'assombrit avec de vives tensions dans les pays de l'Est, en Autriche mais aussi en Irlande et au Moyen Orient sans compte la guerre économique que se livrent à outrance les trusts mondiaux et qu'ils finissent toujours par nous faire payer.

Il y a là un travail important à faire que les bureaucrates des confédérations ne relaieront jamais car cela déboucherait inévitablement sur une remise en cause des rapports du monde du travail avec la politique mise en œuvre par la gauche plurielle et la démocratie représentative en général.

Si nous ne pouvons pas compter sur eux il va bien nous falloir compter sur nos propres forces. Ce n'est pas nouveau sauf qu'à moyen terme il est possible de modifier les rapports de force et que c'est aussi le meilleur moyen de contrer les forces réactionnaires et fascisantes.  
**Bernard. - groupe Déjaque (Lyon)**

## Marée Noire Logique de profit

- A qui appartient le mazout qui pollue nos plages ?
- Qui organise et profite des ventes de pétrole ?
- Qui finance les régimes dictatoriaux afin de s'attribuer des ressources naturelles ?

Grâce aux législations complaisantes des Etats, les multinationales transportent le pétrole et autres produits toxiques dans des conditions tellement précaires (bateaux peuhelles, équipages sursollicités...) que les pollutions graves se multiplient.

## Logique de mort

Fédération Anarchiste  
145 rue Amélot - 75011 PARIS

Affiche éditée par le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste.  
Format 50x70 cm.  
2 couleurs (noir et rouge) 90F les 50 exemplaires, port compris  
150F les 100 exemplaires, port compris

FA c/o ACLN, BP 60221, 44002 Nantes Cedex 1.

## A G E N D A

### samedi 12 février

**LYON**: Rassemblement pour Mumia Abu-Jamal à l'appel d'un collectif (dont la F.A.), à 15 heures devant le consulat des Etats-Unis (métro Cordeliers).

**PARIS**: la librairie du Monde libertaire organise un forum avec Serge Livrozet pour son livre « De la prison à la révolte » à 16 h 30, 145 rue Amélot (11<sup>e</sup>).

### mardi 15 février

**LANNION**: Le Collectif libertaire de Trégor, Le Centre d'Etude libertaire et la FA invitent la CNT à présenter le film « Vivre l'Utopie » de Jean Gamero suivi d'un débat sur « Quels enseignements tirer de la révolution anarchiste de l'Espagne en 1936-39 pour enrichir les luttes présentes et à venir ? » au centre Jean Savidan à 20h30.

### mercredi 16 février

**LYON**: Rassemblement à 16 heures à l'appel de la CNT et du CRI pour les revendications des chômeurs et précaires devant la Chambre de Commerce (métro Cordeliers) suivi d'un débat à 18 heures à la Bourse du travail (métro Place Guichard).

### jeudi 17 février

**SAINT-ETIENNE**: Conférence-débat organisée par le groupe Nestor Makhno de la F.A. « A qui profitent les 35 heures ? » à la bourse du Travail, cours Victor Hugo à 20 heures, salle Sacco et Vanzetti avec René Berthier et des syndicalistes de SUD-rail et de la CNT.

**LIBRAMONT**: Les lectrices/lecteurs d'Alternative libertaire de la province du Luxembourg, du Grand-Duché et des départements français voisins sont invité-e-s à se rencontrer à 19 heures au Centre Le Brasero, 7 rue Fontaine aux Mûres (pré- rendez-vous à 18 h 30 à la gare). Pour plus d'infos: 061/61 35 58 (pour la Belgique) ou 03-29 88 09 89 (pour la France).

### vendredi 18 février

**PARIS**: Réunion publique organisée par le groupe de la Villette de la F.A. sur le thème « La nécessité de l'organisation anarchiste » à l'Usine, 102, bd de la Villette (M<sup>o</sup> Colonel Fabien) à 20 h 30.

**GRENOBLE**: Conférence-débat organisée par le groupe Jules-Vallès de la F.A. « A qui profitent les 35 heures ? » au 102, rue d'Alembert à 20 heures avec René Berthier.

### samedi 19 février

**CHAMBERY**: Conférence-débat organisée par le groupe de la F.A. « A qui profitent les 35 heures ? » à la Maison des associations, rue Saint-François de Salle, à 15 heures avec René Berthier.

**LYON**: Premier forum des associations gays et lesbiennes avec la participation entre autres de la F.A. Mairie du 8<sup>e</sup> de 13h30 à 19 heures.

### vendredi 25 février

**PARIS**: Des groupes parisiens de la FA organisent une conférence-débat intitulée « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » à l'AGECA, 177 rue de Charonne (11<sup>e</sup>) à 20 h 30.

**SARREBOURG**: Le groupe Voline « ne plus subir » de la FA, la section locale de la CNT, l'A.L.A.F organisent une conférence sur l'anarchie au foyer de la fanfare de Hoff. Un film sera projeté avant le débat qui présentera le mouvement anarchiste. La conférence sera suivie d'un concert de musique Punk.

### samedi 26 février

**PARIS**: la librairie du Monde libertaire organise un forum avec Claude Gullion pour son livre « Economie de la misère » à 16h30, 145 rue Amélot (11<sup>e</sup>).